



APPEL A PROJETS « ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE »

DEPARTEMENT – CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES 13

Cahier des Charges - Année 2025

Préambule

La politique d'accueil du jeune enfant se situe aujourd'hui au carrefour de plusieurs enjeux sociétaux : conciliation vie familiale-vie professionnelle, réduction des inégalités sociales dès l'enfance, accueil plus inclusif (enfants porteurs de handicap, familles précaires), répit parental. De plus, elle se recentre fortement sur la qualité de l'accueil des jeunes enfants qui constitue un des principaux leviers pour atteindre ces enjeux et renforcer l'attractivité des métiers de ce secteur. D'autant que le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) publié le 11 avril 2023 portant sur la qualité de l'accueil et la prévention de la maltraitance dans les crèches, pose le constat d'une qualité d'accueil particulièrement hétérogène dans les crèches.

Par ailleurs, la Convention d'objectif et de gestion (Cog) 2023 – 2027 de la Branche Famille, porte, en cohérence avec le Pacte des solidarités, une politique volontariste d'amélioration continue de la qualité des modes d'accueil et de l'inclusion des enfants des familles en situation de vulnérabilité dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE).

Le Département est un intervenant important dans le domaine de la prévention et de la protection de la petite enfance. La protection maternelle et infantile est une de ses missions réglementaires, inscrite au code de la santé publique et au code de l'action sociale et des familles. Il est aussi signataire du schéma départemental des services aux familles et de l'animation de la vie sociale (SDSFAVS), en lien avec la Préfecture déléguée à l'égalité des chances, la Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône (CAF 13) et les partenaires concernés sur ce territoire.

L'accueil collectif des enfants au sein d'établissements d'accueil de la petite enfance est un axe majeur de la politique de prévention du Département.

A ce titre et dans la continuité des annonces ministérielles du 29 juin 2023 relatives à la mise en œuvre d'un plan d'actions pour la qualité d'accueil, le Département des Bouches-du-Rhône et la Caisse d'allocations familiales des Bouches du Rhône souhaitent accompagner

l'engagement des partenaires visant à élever la qualité des projets et des pratiques d'accueil collectif dans les dimensions suivantes :

- Le renforcement de l'accessibilité des modes d'accueil à tous les enfants et en particulier ceux issus de familles ayant des besoins spécifiques ;
- L'enrichissement de la qualification des équipes mobilisées auprès des enfants,
- L'amélioration des modalités de coordination des professionnels et des pratiques à l'échelle d'un territoire ;
- L'appropriation et la déclinaison effective de la Charte nationale d'accueil du jeune enfant dans les projets d'accueil et les pratiques professionnelles.

Cet appel à projets est conçu pour engager les partenaires et les cofinanceurs dans une dynamique commune d'élévation de la qualité **au-delà des exigences strictement réglementaires**, dont le plein respect conditionne l'attribution de l'ensemble des fonds de la Branche Famille et du Département. Les opérateurs seront ainsi amenés à décrire leur projet et dans quelle mesure ils contribuent à élever le niveau de qualité des modes d'accueil. Les financements liés à cet appel à projets ne sont pas voués à être pérenne, ils visent à impulser une dynamique de territoire.

Cet appel à projets est également en cohérence avec les orientations stratégiques du schéma départemental des services aux familles et plus spécifiquement celles visant à l'amélioration de la qualité des services aux familles et de leurs accès, en particulier pour les populations vulnérables.

Pour la Caf, ce dispositif sera en particulier mobilisé en appui aux autorités organisatrices dans l'exercice de leurs compétences obligatoires en matière de soutien à la qualité des modes d'accueil telles que définies dans la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi.

A noter qu'à compter de 2026, le soutien financier de la CAF des Bouches du Rhône se fera en lien avec le plan d'actions formalisé par la commune en faveur de l'amélioration de la qualité d'accueil sur son territoire dans le cadre du volet petite enfance de la Convention territoriale globale. Aussi, ces projets devront être connus et bénéficier de l'avis favorable de la commune.

Le contexte et l'organisation de l'appel à projets

1. Contexte

La réflexion sur la qualité d'accueil des jeunes enfants a été amorcée par le Rapport Giampino en 2016. Ce rapport a déclenché un plan d'actions pour la petite enfance, avec pour objectif de donner une impulsion à l'ensemble du secteur du jeune enfant.

De plus le rapport de la Commission des 1000 premiers jours, en 2020, promeut une nouvelle politique publique conçue autour des besoins de l'enfant et vise à la création d'un environnement favorable pour y répondre.

Ainsi la Charte nationale d'accueil du jeune enfant a développé dix grands principes applicables par tous les acteurs du secteur. La bientraitance est aujourd'hui au cœur des préoccupations et occupe une grande place dans les réflexions en cours pour la qualité d'accueil.

Au regard de ces publications, le Département et la Caf des Bouches du Rhône ont décidé de soutenir les établissements d'accueil du jeune enfant par cet appel à projets afin de favoriser les initiatives visant à soutenir la qualité d'accueil notamment en direction des publics vulnérables.

2. Les objectifs prioritaires de l'appel à projets

Les objectifs prioritaires de cet appel à projets sont :

- Axe 1 : Renforcer l'accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance ;
- Axe 2 : Soutenir et renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap dans les structures et services de droit commun ;
- Axe 3 : Développer des projets innovants ayant un impact sur la qualité d'accueil ;
- Axe 4 : Favoriser l'accès à l'éveil culturel et artistique.

Une attention particulière sera apportée aux projets mis en œuvre dans des structures implantées dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) et les zones de revitalisation rurale (ZRR).

S'agissant des axes autour de l'insertion et de la qualité de l'accueil, le projet pourra faire l'objet d'une demande de financement pluriannuel pour la période 2025 – 2027 auprès de la caisse d'allocations familiales **uniquement**. Comme indiqué ci-dessus, les projets devront être en lien avec le plan d'actions de la convention territoriale globale (CTG) du territoire concerné.

La Caf des Bouches du Rhône souhaite poursuivre sa politique de développement des crèches « à vocation d'insertion professionnelle » (AVIP) qui vise à accompagner la réinsertion des parents. En conséquence, la Caf financera les projets favorisant l'accueil du ou des parents en insertion sous réserve que l'équipement soit labellisé AVIP ou en fasse la demande.

Les Projets

1. Les structures éligibles



Les subventions sont à destination des :

- Établissements d'accueil du jeune enfant bénéficiant d'une autorisation d'ouverture délivrée par le Département, bénéficiaire de la Prestation de service unique (PSU) conventionnés par la Caf des Bouches du Rhône,
- Porteurs locaux ou départementaux ayant des projets à destination des structures précitées. S'agissant spécifiquement des Relais Petite Enfance, le Département pourra soutenir au travers de l'appel à projets les actions que ceux-ci proposeraient en direction des assistants maternels.
- Une attention particulière sera portée sur les projets menés sur les multi accueils parentaux (MACP) et les multi accueils familiaux (MAF).

2. Le public

Tout enfant, parent d'enfant accueilli ou professionnel de la petite enfance exerçant dans les structures énumérées ci-dessus.

3. Les projets éligibles

A compter de 2026, la Caf soutiendra les projets qui s'inscrivent dans les Ctg « conventions territoriales globales » volet petite enfance déployées sur l'ensemble des territoires.

Concernant l'axe 1 : Renforcer l'accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance

Il s'agit de soutenir les projets ayant pour objet « l'aller-vers » les familles éloignées des services en favorisant la levée des freins matériels, géographiques, informationnels ainsi que la création de solutions d'accueil à vocation d'insertion sociale.

La caisse d'allocations familiales soutient parallèlement les plateformes de modes d'accueil des publics en insertion sociale ou professionnelle visant à lever les freins liés au mode d'accueil de l'enfant (Jé-dai, Protis, Accompagnement Action Initiative, Sit' Saje, Jacadi). Les porteurs qui déposeront un projet dans le cadre de l'axe 1 et dont l'Eaje est implanté sur l'un des territoires concernés devront mettre en œuvre un partenariat avec ces opérateurs.

- Exemples d'actions éligibles : Renforcement du personnel accueillant au sein des Eaje bénéficiant de la PSU concernant les accueils sur des horaires élargis ;
- Réservation de places pour l'accueil d'urgence
- Mise à disposition d'un professionnel dédié référent pour l'accueil non préparé de ces enfants ne pouvant bénéficier de la période de familiarisation
- Temps de coordination.

Concernant l'axe 2 : Soutenir et renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap dans les structures et services de droit commun

Les actions soutenues devront être caractérisées par la sensibilisation ou la supervision en direction des équipes, l'information et l'accompagnement en direction des familles.

Pour les professionnels de la petite enfance, l'appropriation de nouvelles connaissances nécessaires à l'accueil des enfants à besoins spécifiques ainsi que le changement de pratique nécessitent un temps de travail dédié et l'adaptation du projet d'accueil. Il s'agit aussi de permettre aux professionnels de se mobiliser dans un travail en réseau nécessitant des temps de partage et de concertation avec les parents ainsi que les professionnels de santé.

L'appel à projets vise également à soutenir toute action permettant d'adapter le projet d'accueil, de construire le partenariat et d'accompagner les professionnels de la petite enfance dans la perspective de cet accueil. Par ailleurs, il favorise la capacité des professionnels de la petite enfance à s'inscrire dans une dynamique de réseau en lien avec l'appui apporté par les Pôles d'appui et de ressources handicap inclusif (Parhi) financés par la Caf 13.

Exemples d'actions éligibles :

- Information et accompagnement des familles ;
- Renforcement du lien avec les parents ;
- Sensibilisation des professionnels ;
- Travail avec le référent santé accueil inclusif ;
- Inscription dans une dynamique de réseau animée par le Parhi
- Construction du partenariat en particulier avec les plateformes de coordination et d'orientation (Pco), Communauté 360°, pôle de compétences et de prestations externalisées (Pcpe) ;
- Adaptation du projet d'accueil ;
- Actions passerelles et de pilotage permettant d'assurer un continuum dans le parcours du jeune enfant.

Du fait de la mise en œuvre du bonus Inclusion, l'appel à projet ne financera plus dans le cadre de cet appel à projets, l'accueil effectif des enfants au sein des établissements d'accueil du jeune enfant mais bien tout ce qui y contribue dans une logique de complémentarité avec le dit bonus.

Concernant l'axe 3 : Développer des projets innovants ayant un impact sur la qualité d'accueil

L'élévation et la complémentarité des qualifications des professionnels au sein des équipes pluridisciplinaires en accueil collectif, de même que la consolidation des fonctions managériales, constituent des facteurs déterminants pour favoriser la qualité des projets d'accueil, des pratiques et des démarches réflexives qui les étayent.

Le renforcement et la diversification des équipes pluridisciplinaires, en nombre et en qualification, requièrent un engagement durable du gestionnaire pouvant donner lieu à cofinancement dans le cadre de cet appel à projets.

Par ailleurs, il s'agit de susciter la déclinaison de la Charte nationale d'accueil du jeune enfant au sein des projets éducatifs des Eaje. Elle devra donner lieu à des actions durables, régulièrement réadaptées, conçue par les professionnels, le public accueilli et les acteurs du territoire. Cette charte devra s'incarner de façon opérationnelle dans un ensemble de référentiels, pratiques, protocoles et partenariats vivants et évalués.

Exemples d'actions éligibles :

- Renforcement du personnel accueillant au sein des Eaje ;
- Temps de coordination pédagogique ;
- Analyse de la pratique des directeurs par des professionnels extérieurs à la structure ou au groupe ;
- Actions de mise en réseau des Eaje et des centres de formation et recherche des Eaje et des structures éveil artistiques et culturel ou structures 1000 jours ;
- Projets spécifiques faisant appel à l'intervention d'un prestataire externe ou à l'organisation d'évènements dans le but de favoriser les échanges entre les parents des enfants fréquentant les structures et les professionnels Petite Enfance.
- Sensibilisation des enfants au respect de l'environnement, activités ludiques écologiques, projets autour de l'écologie.

Concernant l'axe 4 : Actions en lien avec l'éveil culturel et artistique

Il est attendu à ce titre des projets spécifiques faisant appel à l'intervention d'un prestataire externe afin de favoriser le partage et la découverte autour de l'éveil culturel et artistique.

Sont également éligibles les projets nécessitant un déplacement afin d'accéder à une animation / découverte extérieure. Ces actions doivent s'inscrire dans un projet reposant sur une étude de besoins et en cohérence avec le projet d'établissement.

Pour construire le projet, les opérateurs pourront s'appuyer sur les sites suivants :

[La santé des enfants et des parents est aussi culturelle : sensibilisation aux pratiques culturelles et artistiques | solidarites.gouv.fr | Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités](https://solidarites.gouv.fr)

L'Éveil artistique et culturel des jeunes enfants

Exemples d'actions éligibles :

- Rencontre autour de l'art ou de la culture ;
- Activités autour de la découverte musicale ;
- Sorties culturelles (transport, billetterie...) ;
- Partage et découverte d'expériences afin de favoriser la relation parent-enfant.

Seront exclus les projets :

- Portés par les gestionnaires de micro-crèches PAJE ;
- Dont les actions sont situées hors Département des Bouches du Rhône ;
- Non encadrés par des professionnels ;
- Portés par des Eaje ouverts depuis moins d'un an au moment du dépôt du dossier.
- Finançant les intervenants musique, arts plastiques, fêtes de fin d'année...

Modalités de financement

1. Les cofinancements

Le Département et la Caisse d'allocations familiales soutiendront prioritairement l'impulsion du projet. A titre exceptionnel et si les conditions de la mise en place du projet nécessitent un soutien plus long, la subvention pourra être renouvelée au maximum 2 fois dans le cadre de cet appel à projet.

Conformément au Règlement Intérieur d'Action Sociale, en cas d'éligibilité, la somme des subventions publiques accordées (CAF+CD13 + autres) n'excédera pas 80% du coût total du projet.

Le principe du co-financement est une règle afin d'inscrire les projets dans une dynamique partenariale pérenne. Des co-financements doivent être trouvés ou à minima recherchés par l'opérateur (communes, communautés de communes, fonds propres...).

L'absence de recherche de co-financement pourra être l'un des motifs de rejet d'une demande.

S'agissant des axes autour de l'insertion et de la qualité d'accueil, le projet pourra faire l'objet d'une demande de financement pluriannuel pour la période 2025 – 2027 auprès de la CAF et annuelle auprès du Département. Pour les projets visant à favoriser l'accueil du ou des parents en insertion, l'équipement devra être labellisé Avip ou formuler conjointement une demande de labellisation.

Pour les multi gestionnaires, un seul dossier de demande de subventions pour tous les Eaje concernés sera déposé auprès de la CAF. Le gestionnaire devra toutefois décrire le projet pour chacun des équipements concernés et une évaluation sera demandée par Eaje.

Pour le Département, chaque EAJE devra déposer une demande de subvention pour chaque établissement même dans le cadre de multi-gestionnaires.

Les projets présentés faisant ressortir un maillage territorial ou une mise en réseau seront prioritaires.

2. Les dépenses éligibles

Le financement de frais de personnel, d'intervenants, de prestataires externes ou des frais de billetteries / transport, et le petit matériel (consommable) respectant les réglementations.

La demande de financement sollicitée doit être au minimum de 1 500€.

Les projets déposés doivent porter exclusivement sur du fonctionnement spécifique. Par conséquent, les demandes au titre du fonctionnement général et en investissement sont exclues de cet appel à projets. Le petit matériel supérieur à 3 000€ n'est pas éligible.

3. Le financement

Les financements seront octroyés sous la forme d'une subvention.

Les projets seront acceptés dans la limite de l'enveloppe financière des institutions.

Evaluation

Les projets soutenus dans le cadre du présent appel à projets « Petite Enfance » devront faire l'objet de modalités d'évaluation précises et préétablies.

Afin que le solde de la subvention puisse être versé par la CAF et l'action éventuellement reconduite, le bilan devra présenter le déroulé factuel du projet en s'appuyant sur des éléments quantitatifs, mais s'attachera également à objectiver l'intérêt de l'action au regard des objectifs définis, à l'aide d'indicateurs qualitatifs.

Au-delà du constat, le porteur de projet devra dans le cadre de l'évaluation expliciter les ressources mobilisées, les difficultés rencontrées, mais également l'impact que le projet a pu avoir sur le public cible.

Modalités de candidature

Les pièces à renseigner et à déposer :

1. Le formulaire Cerfa n° 12156*05 – Demande de subvention

Il peut être téléchargé sur <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>

ATTENTION : le budget à renseigner (page 7) du formulaire doit être impérativement celui du projet et non de la structure, sans quoi la demande ne pourra pas être étudiée. Pour les dépenses de « Services extérieurs », des devis devront impérativement être fournis. En cas de demande pluriannuelle, il est obligatoire de compléter un budget par exercice.

2. Le formulaire Cerfa n°15059*02 – Compte rendu financier de subvention

Il peut être téléchargé sur <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R46623>

Les demandes de reconduction d'un projet, devront s'appuyer sur un bilan détaillé des actions entreprises au cours de l'année N-1. Il peut s'agir d'un bilan intermédiaire selon la temporalité de l'action. Pour les crèches labélisées Avip, l'évaluation devra également être jointe.

Le bilan devra notamment faire ressortir le nombre d'enfants, de professionnels et de parents touchés par l'action.

La description du projet devra faire apparaître clairement dans quel axe il se positionne.

3. Modalités de transmission de l'appel à projets

Les dossiers doivent être déposés simultanément auprès :

- du Département

Tous les porteurs de projets (associatifs ou établissements publics) devront déposer leurs dossiers de demande de subvention sur la plateforme du Département avant le 10/01/2025 : **departement13.fr**.

- Pour les associations :

Associations : demander une subvention - Vous êtes une association - Nos services – Site du Département des Bouches-du-Rhône (departement13.fr).

- Pour les établissements publics :

Demander une aide - Vous êtes une collectivité - Nos services – Site du Département des Bouches-du-Rhône (departement13.fr).

Cette demande devra :

- Être enregistrée en **projet spécifique**, les demandes de subvention en fonctionnement général ne sont plus acceptées ;
- Être intitulée : **AAP MAPE 2025**.

Une fois le dossier déposé sur la plateforme, les porteurs de projet devront envoyer par mail à l'adresse suivante appelprojet13mape@departement13.fr le numéro de dossier sur la plateforme (commençant par BA ou AC) attestant du dépôt de dossier et la date de dépôt.

- **de la CAF 13**

Uniquement via le « cloud partenaires » : <https://cloud.caf13.fr/share/page>

Si vous avez déjà déposé un dossier en 2024, un mail vous sera adressé automatiquement afin de réinitialiser votre mot de passe et vous invitant à accéder à votre nouvel espace partenaires 2025.

Pour une première connexion ou un changement de personne à habiliter, vous devez adresser une demande par mail à l'adresse suivante :

caf13-bp-afcspsc@caf13.caf.fr

Il vous faudra préciser le gestionnaire (nom, adresse), l'équipement (nom et adresse), la personne à habiliter (réfèrent de l'appel à projets, nom, prénom, téléphone, mail). Vous recevrez par retour de mail vos identifiants.

Les personnes ayant perdu leur mot de passe peuvent maintenant le réinitialiser elles-mêmes grâce au lien "Mot de passe oublié" sur la page d'accueil du Cloud.

Echéancier

23 OCTOBRE 2024 - Lancement de l'appel à projets

10 JANVIER 2025 – Clôture de l'appel à projets

1^{er} TRIMESTRE 2025 – Comité de sélection